

Situation à l'Université Laurentienne : les syndicats des professeures, des professeurs et des bibliothécaires des trois campus de l'Université de Moncton dénoncent

Moncton, 22 avril 2021 – De mauvais choix administratifs de la part des hautes instances de l'Université Laurentienne et l'abandon des gouvernements provincial et fédéral dans le financement de leurs petites universités ont provoqué, le lundi 12 avril 2021, la coupure de 58% des programmes francophones et la suppression de 110 postes du corps professoral à l'Université Laurentienne. Ce lundi noir marque un précédent d'une rare violence pour le monde universitaire. Cette situation alarmante préoccupe notamment l'ensemble des universités francophones minoritaires qui voient leur francophonie fragilisée au Canada.

L'Université Laurentienne est au cœur de la vitalité de l'identité franco-ontarienne et représente un atout indéniable pour les communautés francophones hors-Québec. Ces coupures représentent un symbole frappant pour ces dernières, qui y voient un désintérêt total de la part des administrations et des gouvernements pour les petites universités. C'est la survie de la communauté franco-ontarienne qui est aujourd'hui affaiblie mais, plus largement, ces décisions ont un impact non négligeable sur l'ensemble des communautés francophones du Canada. « L'attaque contre l'Université Laurentienne symbolise un mépris flagrant envers les francophonies canadiennes, leur droit légitime d'avoir accès à une éducation dans leur langue » mentionne Julien Massicotte, président de l'Association des professeures et professeurs du campus d'Edmundston.

« Les conséquences sont désastreuses pour les communautés puisque pour chaque poste perdu, c'est un domaine du savoir qui disparaît pour les Franco-ontariens. » affirme Mathieu Lang, alors président de l'ABPPUM. La perte de ces disciplines signifie que l'Ontario se prive de savoirs et de savoir-faire dans des domaines fondamentaux qui aident à produire les données probantes dont a besoin l'ensemble des communautés francophones hors-Québec, y compris les gouvernements.

Les universités francophones sont des piliers majeurs pour la protection des droits linguistiques et jouent un rôle essentiel pour l'épanouissement des communautés francophones du Canada. Le financement instable des gouvernements et leur désengagement à l'égard des universités constituent une menace pour le maintien de programmes de formation, la préservation de certains domaines de recherche, de développement et de création, et l'accessibilité à des études universitaires en français de qualité.

« La purge de la Laurentienne exprime un problème plus large, politique, celui du désengagement de l'État vis-à-vis l'éducation post-secondaire », précise Julien Massicotte. Cet abandon est inacceptable, les gouvernements se doivent d'accorder aux universités

francophones minoritaires un financement adéquat et stable. Fragiliser les universités francophones hors Québec constitue un danger pour l'ensemble de la francophonie canadienne. Une gestion saine de la part des administrations universitaires est un rempart aux dérives, nous les appelons donc à la transparence afin d'éviter qu'une situation similaire à celle de l'Université Laurentienne se reproduise dans le futur.

L'Université de Moncton n'est pas à l'abri d'une situation similaire. Seule université de langue française de la province, elle est une institution essentielle au développement de la francophonie et de l'Acadie. Ainsi, le sous-financement imposé par le gouvernement provincial et la capacité financière limitée des étudiantes, des étudiants et de leur famille menace la qualité de la formation et risque de voir disparaître des programmes d'études. Devant l'absence de ces programmes, ce sont nos jeunes néo-brunswickoises et néo-brunswickois qui doivent quitter la province ou choisir une université anglophone, ce qui favorise l'assimilation. « Les petites universités qui œuvrent en milieu minoritaire doivent être perçues comme des incubateurs pour la prochaine génération de penseurs, de créatrices et de créateurs dans les diverses disciplines et, par le fait même, comme un investissement dans nos communautés par les gouvernements » affirme Annie Hélène Boudreau, présidente de l'Association des professeures et des professeurs de l'Université de Moncton, campus de Shippagan.

– 30 –

Information :

Lucie Aounetse

Agente des communications et des relations,

Association des bibliothécaires, professeures et professeurs de l'Université de Moncton

Courriel : communication@abppum.ca